



Société

Malgré une diffusion massive de la contraception, le nombre d'avortements est stable

C'était il y a trente ans : le 21 décembre 1974, le Parlement adoptait la loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) sous certaines conditions. On pouvait s'attendre à ce que la fréquence de l'avortement diminue avec la diffusion de la contraception moderne, mais leur nombre n'a pas baissé. Entre autre, on constate que les femmes recourent plus souvent à l'IVG en cas de grossesse non prévue.

Depuis 1975, le taux oscille autour de 14 avortements annuels pour 1 000 femmes de 15 à 49 ans, soit environ 200 000 IVG chaque année. On estime que près de 40 % des femmes y auront recours dans leur vie. Cependant, de cette stabilité des taux d'IVG, il ne faudrait pas déduire que la contraception n'a aucun effet sur le recours à l'IVG.

En fait, la stabilité des taux d'IVG semble traduire une hausse de la propension à recourir à l'avortement en cas de grossesse non prévue. Alors que quatre grossesses non prévues sur dix (41 %) se terminaient par une IVG en 1975, c'est le cas de six sur dix aujourd'hui (62 %). La tendance semble particulièrement marquée chez les très jeunes femmes.

Cette modification du recours à l'IVG s'inscrit dans un contexte d'évolution du statut des femmes caractérisé notamment par l'essor des taux de scolarité et d'activité féminins. Ainsi, l'enfant doit être « programmé » dans un contexte affectif stable et au bon moment de la trajectoire professionnelle des parents. Et tout se passe comme si la nouvelle norme procréatrice et l'évolution des trajectoires socio-affectives se conjuguent pour

augmenter la propension à avorter en cas de grossesse non prévue.

Par ailleurs, la décision d'avorter, loin de correspondre à un comportement « égoïste » qui conduirait la femme à interrompre sa grossesse seulement parce que celle-ci intervient à un moment qui ne lui convient pas, traduit l'attention portée aux conditions d'accueil de l'enfant. Il s'agit donc d'une anticipation pour les femmes et les hommes de leur capacité d'engagement dans une parentalité où le contexte relationnel et matériel soit favorable, face aux aléas des parcours de vie.

Source : Nathalie Bajos, Caroline Moreau, Henri Leridon et Michèle Ferrand, « Pourquoi le nombre d'avortements n'a-t-il pas baissé en France depuis 30 ans ? », Institut national d'études démographiques (INED), *Population et Sociétés* n° 407 de décembre 2004 (4 p.).

A noter : l'association Regards Cliniques organise une conférence-débat le mardi 1^{er} février, à 20h30, salle de spectacle du Centre hospitalier du Nord-Mayenne, à Mayenne, sur le thème : « L'interruption volontaire de grossesse comme passage à l'acte, une façon de dire quoi ? », avec Danielle Bastien, psychanalyste, docteur en psychologie. Participation aux frais.



Administrateurs et salariés
du CEAS vous offrent
tous leurs meilleurs vœux pour 2005



Hôtellerie : la fréquentation estivale augmente

Notamment pour les mois de juillet et août, l'INSEE des Pays-de-la-Loire réalise une enquête de fréquentation dans l'hôtellerie homologuée. Il s'agit d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif selon l'espace touristique, la catégorie (nombre d'étoiles) et l'appartenance à une chaîne.

Ainsi, en juillet et août 2004, la Mayenne a enregistré près de 65 000 nuitées dans les hôtels, soit une progression de 12,9 % par rapport à 2003 (+1,6 % dans les Pays-de-la-

Loire), après une progression plus modeste de 1,3 % en 2003 par rapport à 2002.

Cependant, les nuitées de juillet et août 2004 en Mayenne ne représentent que 4,7 % de l'ensemble des nuitées dans les Pays-de-la-Loire (4,2 % en 2003).

Source : Patrick Vigouroux, « Hôtellerie : août assombrit juillet », INSEE des Pays-de-la-Loire, *Informations statistiques* n° 138 d'octobre 2004 (1 p.).



A votre agenda

Conférence-débat sur les OGM, le 17 janvier à Changé

Le Conseil général organise une conférence-débat sur les OGM (organismes génétiquement modifiés), le lundi 17 janvier, à 20h30, aux Ondines, à Changé, « en présence de différents spécialistes ». Les invitations sont à retirer au Conseil général. Renseignements : tél. 02.43.66.53.53

(Source : *Horizons Mayenne* de janvier 2005). Pour préparer cette conférence-débat, on peut se référer au dossier publié dans les *Lettres du CEAS* n° 174 et 175 de janvier et février 2003 (copie sur demande).



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques des Pays-de-la-Loire (INSEE), *Informations statistiques*.

- « Plus de fonctionnaires à temps partiel dans les Pays-de-la-Loire », n° 144, décembre 2004 (1 p.).
- « Dans l'attente d'un rebond dans l'industrie en fin d'année », n° 145, décembre 2004 (2 p.).
- « Inscriptions électorales massives en 2003-2004 », n° 146, décembre 2004 (1 p.).
- « Stabilité des défaillances d'entreprises en 2003 », n° 147, décembre 2004 (1 p.).

La pensée hebdomadaire

« La télévision (...) donne à ceux qui la regardent, nos enfants et nous-mêmes, cette garantie – ô combien précieuse – qu'on ne courra jamais le risque de ne pas comprendre. Assurés de comprendre parce que nous savons déjà une grande partie de ce que nous allons voir et entendre, nous pouvons nous enfoncer mollement dans un univers débarrassé de toute exigence de questionnement, enfin certains d'être à tout coup intellectuellement à la hauteur.

La question est que la hauteur est nulle et que nous nous habituons, nous comme nos enfants, à cheminer uniquement en terrain plat, découvert et monotone ».

Alain Bentolila, professeur de linguistique générale (Paris V Sorbonne), « La télé-culture, ennemi numéro un de l'école », *Le Monde* des 19 et 20 décembre 2004.

Erratum

La démarche de pensée et la conclusion sont justes, mais une coquille s'est glissée dans la « respectueuse impertinence » du *CEAS-point-com* n° 108 du 24 décembre 2004. En effet, le kilométrage moyen annuel par véhicule est de 13 000 km, et non de 1 300 km comme écrit par erreur.